

Initiative «Pas de Suisse à 10 millions» : **Plus qu'une votation, un plébiscite !**

Eric Bertinat - Pour les seules initiatives fédérales portant directement sur l'immigration, les étrangers ou la «surpopulation étrangère», la Suisse a connu une vingtaine de scrutins nationaux depuis les années 1960. Mais le 14 juin prochain, au soir du vote sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions», ce ne sera pas seulement une consultation de plus. En cas d'acceptation, ce scrutin prendra la forme d'un véritable plébiscite sur la politique migratoire menée depuis soixante ans.

Et plus particulièrement sur le tournant pris au début des années 2000, lorsque les Suisses acceptèrent les accords bilatéraux avec l'Union européenne. Deux ans plus tard, le 1er juin 2002, la libre circulation des personnes entra en vigueur. On promettait alors une immigration maîtrisée, adaptée aux besoins de l'économie, sans conséquences majeures pour l'équilibre du pays.

Vingt-quatre ans plus tard, le constat est là

Au moment de l'entrée en vigueur des accords, la Suisse comptait un peu moins de 900'000 ressortissants de l'UE et de l'AELE sur son territoire. Aujourd'hui, ils sont plus de 1,5 million. Dans le même temps, le nombre de frontaliers a explosé, passant d'environ 163'000 à plus de 400'000.

Entre 2015 et 2024 seulement, plus d'un million de ressortissants européens sont arrivés en Suisse. Même en tenant compte des départs, le solde migratoire net dépasse encore 400'000 personnes en moins de dix ans.

Pendant ce temps, la population suisse est passée d'environ 7,3 millions d'habitants en 2002 à près de 9 millions aujourd'hui.

Et les conséquences, les Suisses les vivent quotidiennement : loyers qui explosent, routes saturées, trains bondés, pression croissante sur les infrastructures, écoles surchargées, bétonisation accélérée, concurrence accrue sur le marché du travail, disparition progressive de nombreux équilibres locaux. Dans bien des régions, le sentiment grandit de ne plus reconnaître son propre pays.

Le plus frappant est peut-être ailleurs : malgré l'ampleur de ces transformations, le peuple suisse n'a cessé d'exprimer ses inquiétudes dans les urnes. Depuis les années 1960, les votations sur l'immigration, l'asile ou la libre circulation



se succèdent, preuve qu'il ne s'agit pas d'une préoccupation passagère, mais d'une question fondamentale pour l'avenir du pays.

Or, pendant des années, toute critique de cette évolution a été caricaturée, disqualifiée ou moralement condamnée. Pourtant, les chiffres sont là. Et ils racontent une réalité que des millions de Suisses constatent désormais concrètement dans leur vie quotidienne.

Si donc, au soir du 14 juin, les Suisses soutiennent l'initiative de l'UDC contre l'ensemble du pouvoir politico-économique, il sera difficile pour les responsables politiques de continuer comme si de rien n'était. Un tel vote constituerait un désaveu majeur de la ligne suivie depuis des décennies par le Conseil fédéral, une grande partie du Parlement et les milieux économiques.

L'élection du Conseil fédéral de décembre 2026 ne pourraient alors ignorer ce message. Le Parlement serait appelé à représenter à nouveau les préoccupations du peuple plutôt qu'à accompagner mécaniquement les dogmes d'une mondialisation sans limites. Si les Chambres fédérales les ignorent, les élections de 2027 le lui rappelleront.

Un changement de paradigme pourrait alors s'amorcer, dans un mouvement déjà visible ailleurs en Europe : retour des frontières, priorité donnée aux intérêts nationaux, volonté de protéger la cohésion sociale et les équilibres internes. À mesure que les crises économiques, géopolitiques et identitaires s'accumulent, le modèle d'une ouverture permanente et sans frein apparaît à beaucoup comme une impasse dont les peuples européens cherchent désormais à sortir. —

Du mercenariat transactionnel à la crise du bien commun : quand plus rien n'est gratuit au travail

Thibaut Marquayrol - Vingt ans dans des entreprises industrielles suisses m'ont appris une chose simple : une partie croissante des nouvelles générations ne donne plus rien gratuitement. Et si cette attitude révélait une perte bien plus profonde ?

Dans les entreprises, on continue de vanter la communication franche, le rôle exemplaire du chef et l'esprit d'équipe. Mais dans la réalité quotidienne, une règle s'impose de plus en plus : «Je ne bouge pas le petit doigt si cela ne me rapporte rien de concret et immédiat.»

C'est le mercenariat généralisé. Et il transforme silencieusement le monde du travail.

1. Le mercenariat généralisé : le constat

Le travail est désormais vécu comme une pure transaction.

- Pas d'effort supplémentaire sans augmentation, promotion visible ou avantage immédiat.
- Changement d'employeur dès qu'une meilleure offre se présente.
- Équilibre vie professionnelle-vie privée érigé en principe absolu : le temps est strictement monétisé.
- L'engagement dans les projets, les améliorations ou les efforts collectifs est calculé au plus juste.

Ce n'est plus une question de motivation individuelle, mais un mode de fonctionnement systématique. Le vieux contrat implicite est devenu un contrat froid, explicite et constamment renégocié.

2. Est-ce satisfaisant ?

À court terme, pour l'individu, cela peut sembler libérateur : moins de frustrations, plus de contrôle sur son temps.

À moyen et long terme, c'est profondément insatisfaisant. L'homme n'est pas fait pour vivre en mercenaire permanent. Le calcul incessant engendre un vide intérieur : absence de fierté véritable, de maîtrise, d'appartenance à une œuvre qui le dépasse. On accumule des expériences sur un CV sans jamais rien construire de durable.

Pour l'entreprise, le résultat est clair : silos renforcés, innovation ralentie, excellence impossible à atteindre durablement.

Pour la société entière : qui assurera les tâches ingrates, la continuité, les charges lourdes si personne n'accepte plus de donner sans retour immédiat ?

3. Le travail selon la loi naturelle et le bien commun

La tradition occidentale et catholique propose une vision radicalement différente.



- Aristote voyait dans le travail une voie vers l'épanouissement humain par l'exercice des vertus. L'effort n'est pas un coût à minimiser, mais un moyen d'atteindre l'excellence.
- Saint Benoît, dans sa Règle, plaçait le travail au cœur de la vie communautaire : ora et labora. Le travail est une discipline qui forme l'homme et sert la communauté, sans calcul permanent du retour.
- Saint Thomas d'Aquin enseigne que le travail s'inscrit dans la loi naturelle. L'homme, créé à l'image de Dieu, est appelé à ordonner le monde et à participer à l'œuvre de création. Le travail n'est pas d'abord une malédiction, mais une activité noble qui participe au bien commun.

Le bien commun, selon saint Thomas, n'est pas la simple somme des intérêts individuels, mais l'ensemble des conditions qui permettent aux personnes et aux groupes de s'épanouir pleinement.

suite de l'article à la page suivante

Dans cette perspective, le travail peut être vécu comme satisfaisant en lui-même, parce qu'il est ordonné à quelque chose qui dépasse l'individu : la famille, la communauté, la société, et ultimement Dieu.

4. Une conséquence de la perte du sens chrétien

Ce mercenariat généralisé n'est pas un accident de l'histoire. Il est le fruit amer de ce que les générations précédentes ont semé : sécularisation massive, individualisme triomphant, éducation centrée sur l'estime de soi plutôt que sur le devoir, et dissolution progressive du sens du don gratuit.

Lorsque le sens chrétien s'efface :

- la charité (le don gratuit) cède la place à une justice froide et calculée ;
- la gratuité devient incompréhensible ;
- le sacrifice et le dépassement perdent leur noblesse.

On passe d'une vision où l'homme est fait pour donner et recevoir dans la communion à une vision où il n'est plus qu'un atome économique maximisant son utilité personnelle.

La génération actuelle n'est donc pas la cause première : elle est le produit logique de cette évolution culturelle profonde.

5. Le rôle du management et des responsables politiques

Face à ce constat, le management et les responsables politiques ont une responsabilité décisive.

Nous ne manquons pas de petits dictateurs qui multiplient les règles, les contrôles et les procédures pour masquer

leur manque de leadership. Nous manquons cruellement de grands chefs : des hommes qui incarnent l'autorité légitime, qui montrent l'exemple, qui exigent sans cynisme et qui savent relier le travail quotidien au bien commun.

Le vrai chef aujourd'hui doit :

- Refuser la capitulation devant la mentalité transactionnelle ;
- Récompenser le mérite de façon juste et visible, tout en exigeant l'effort qui sert le bien de l'ensemble ;
- Former par l'exemple aux vertus classiques : prudence, justice, courage et tempérance.

Sans cette autorité courageuse et ordonnée, les entreprises et la société continueront à se fragmenter.

Conclusion

Nos mercenaires ont bien changé. Ils ont troqué la hallebarde contre une tablette et leur honneur pour 30 pièces d'argent. C'est un fait. Il est le fruit d'une société qui a progressivement perdu la vision chrétienne de l'homme et du travail.

Redécouvrir que le travail s'inscrit dans la loi naturelle et sert le bien commun, ce n'est pas un retour nostalgique : c'est la condition pour que nos entreprises et notre pays restent vivants et humains.

La question urgente n'est plus «qu'est-ce que j'y gagne ?», mais «qu'est-ce que nous construisons ensemble, et pour qui ?».

Quels évêques oseront en parler demain au monde et à la cité ? Peut-être ceux qui nous semblent nécessaires. —

Quand Chartres s'adresse à Rome

Jean-Baptiste Bless - Cette année, comme de tradition, deux pèlerinages se sont croisés sur les routes de Chartres. Ils ont célébré les mêmes rites, proclamé le même Evangile, entonné le même *Veni Creator*. Les prêtres portaient la même soutane et distribuaient les mêmes sacrements. Des deux côtés, la jeunesse de France et du monde a rivalisé d'enthousiasme, de ferveur, à la poursuite de sa vocation dans la joie, et dans une forme extraordinaire.

Qui, parmi ceux qui se disent catholiques, peut ne pas se réjouir de cette multiplication des grâces ? Qui peut regretter que l'on marche en chantant dans deux directions différentes ? Chacun sait que la logistique ne permettrait pas une seule colonne, proche de 30'000 pèlerins. La double organisation est donc providentielle, n'en déplaise aux grincheux de tous bords.



suite de l'article à la page suivante

Quand Chartres s'adresse à Rome (suite)

Certes, l'actualité de l'Eglise et de ses membres prête aux commentaires, parfois à la vindicte. Mais au nom de quoi ? De quel droit, et selon quels critères, est-on autorisé, dans le cadre d'une institution régie par la charité, à se prononcer sur les faits et gestes des autres ? Le scandale, peut-être ? Et encore... Quelle est la part d'esprit de chapelle dans les condamnations émises de part et d'autre ? Un ami prêtre d'une communauté traditionnelle me disait récemment avoir retenu un texte de sa plume sur les sacres d'Écône : qu'il soit chaleureusement remercié de sa prudence, il a choisi de moins s'épancher pour prier plus...

Que Rome soit un sujet de division reste un mystère. Car si Rome autorisait demain les sacres et faisait une part pleine et entière à tout ce qui est catholique, qui oserait trouver à y redire ? On comprend que l'état de nécessité soit difficile à comprendre pour ceux qui se nourrissent à d'autres râteliers : nécessité pour continuer une œuvre d'Eglise, nécessité indirecte à l'existence des œuvres institutions ex Ecclesia Dei, nécessité enfin à l'éclaircissement des points de doctrine qui occupent les spécialistes.

L'esprit de Chartres vient nous rappeler l'essentiel : le Credo, la messe, les sacrements, et cette vertu si chère à St Paul, sans laquelle la Foi de Saint Pierre, et même l'Espérance de Péguay, le don des langues et la liturgie, ne sont rien. Marcher et offrir sa souffrance, prier pour les autres, chanter comme les générations précédentes l'ont fait auparavant. Et puis bien sûr : se confesser et communier, pour réparer la mécanique et de faire le plein.

Le fidèle curieux de la vie de l'Eglise ne peut s'empêcher de constater que les barrières entre nombres de fidèles sont déjà tombées : on va la messe ici et à l'école ailleurs. On fréquente les pèlerinages de part et d'autre. Selon une statistique interne, les catholiques de paroisse et autres touristes liturgiques forment près d'un tiers des pèlerins de Notre-Dame de Chrétienté ! Et, depuis l'année passée, la Communauté St Martin organise un pèlerinage au Mont Saint Michel sur le modèle de celui de la Pentecôte ; événement lui-même fréquenté par une frange de fidèles de rite traditionnel, son président en tête.

Le mouvement de ré-union a donc déjà commencé à travers les laïcs. Espérons que le Saint-Esprit éclaire le Saint Père, de qui seul peut venir l'unité de tous dans la Vérité. Avec le choix de sa devise, Léon XIV a tendu la main à la Providence : *IN ILLO UNO UNUM*, Un en Lui, comme Lui l'a voulu,

puisque l'Eglise est Son corps vivant sur terre. Holy Father, please tell us more about Him and us united in Him!

Veni, Sancte Spiritus, et emitte caelitus lucis tuae raditur.

Venez, Esprit Saint, et envoyez du haut du Ciel un rayon de votre lumière. —

La Résurrection : Mel Gibson annonce un film sans compromis

Et à en juger par les premières informations concernant le nouveau film de Mel Gibson consacré à la Résurrection, tout indique que cette œuvre sera aussi brutale, intense et sans concession que *La Passion du Christ*, selon un article du *Daily Wire*. Il ne s'agira pas d'une version édulcorée et sentimentale des Évangiles.

En 2004, *La Passion du Christ* avait provoqué un tollé chez de nombreux critiques, scandalisés par la représentation sanglante et violente de la mort du Christ. Mais le public, lui, avait répondu présent : le film était rapidement devenu le plus grand succès de l'histoire du cinéma indépendant.

Plus de vingt ans après, Mel Gibson revient officiellement à cet événement qui est l'une des croyances fondamentales du christianisme et que l'industrie du divertissement n'a jamais réellement comprise. Et les premières images suscitent déjà l'enthousiasme des chrétiens.

Alors que le tournage en Italie vient de s'achever, Mel Gibson a dévoilé un premier aperçu de *The Resurrection of the Christ*. Le film a nécessité plus de quatre mois de tournage à Rome, Matera, Bari et dans plusieurs autres lieux historiques. «Et d'après ce que nous savons jusqu'ici, cela s'annonce absolument colossal», écrit *The Daily Wire*.

Le projet est désormais devenu une épopée biblique en deux parties. La première doit sortir le 6 mai 2027, la seconde le 25 mai 2028. Les deux films seront projetés le jour de l'Ascension.

Ce sera l'acteur finlandais Jaakko Ohtonen qui tiendra le rôle du Christ, succédant à Jim Caviezel, interprète emblématique du premier film. Marie-Madeleine sera incarnée par Mariela Garriga, alors que Monica Bellucci tenait ce rôle en 2004.

Dans un communiqué officiel, Gibson a présenté ce film comme bien davantage qu'une simple production hollywoodienne. «Ce film représente une part majeure de l'œuvre de ma vie», a déclaré le réalisateur. «C'est bien plus qu'un film pour moi.» (Source : [Catholics for Catholics](#))

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)

D'avance, nous vous remercions